

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

ANNEES 80: LES ANNEES DE LA PEUR

Europe années 60: la grande euphorie

Après la signature des traités de Rome, l'équipage des Six leva les voiles et le navire de la C.e.e. prit le large sous la poussée du vent de l'enthousiasme.

La grande aventure était commencée et son but final était l'union non seulement économique, mais également politique de l'Europe.

Les années soixante furent toute une décennie de succès et d'euphorie; rien ne semblait devoir troubler sa navigation, les orages menaçants qui éclataient à l'horizon n'intéressaient pas, tout au moins pour le moment, sa route.

Ce fut une période de grande prospérité pour tous les participants; un frémissement nouveau avait parcouru le vieux continent et d'autres peuples donnaient des signes de vouloir monter à bord pour participer à la grande entreprise qui semblait, d'année en année, toujours plus réalisable.

Sur la scène mondiale, domaine incontesté, jusqu'alors, des deux superpuissances, U.s.a. et U.r.s.s., un troisième interlocuteur se préparait à entrer. Sa force, constituée de capacités technologiques, intellectuelles et morales plus que de puissance militaire, aurait incontestablement déplacé les équilibres instables et dangereux du moment et orienté le futur vers une voie de

paix, de liberté et de justice sociale entre les peuples.

Les membres de la C.e.e. ne semblaient pas se rendre compte du rôle mondial important qu'ils auraient joué si la simple communauté économique se serait transformée, comme le désiraient ses premiers promoteurs, en un organisme politique.

Il y a lieu de se demander jusqu'à quel point ce manque de prise de conscience des problèmes politiques liés au pas d'association suivante ne s'explique pas par leur commodité - prise de conscience et pas en avant qui auraient comporté une attitude d'une plus grande autonomie à l'égard du puissant allié d'outre-Atlantique et par conséquent un effort européen plus grand au sein du système défensif de l'O.t.a.n.

Déjà humiliés par leur échec de la baie des Cochons, après la réaction de force qui avait contraint l'U.r.s.s. à renoncer à installer ses missiles à Cuba, les U.s.a. entrèrent dans une phase de déclin dont la guerre au Viêt-nam constitua certainement la cause principale, et l'assassinat du président Kennedy l'épicentre émotif de leur crise.

Vis-à-vis de l'Europe, ils étaient irrités par l'attitude de de Gaulle qui, pour opposer à la puissance mondiale des U.s.a. la «grandeur» de la France, avait amené son pays à ne pas adhérer au Pacte de l'Atlantique Nord, mais à devenir uniquement *un allié des alliés* de l'O.t.a.n.

C'est avec cet état d'âme que les gouvernements américains virent dans la constitution de la C.e.e. la semence des futurs Etats-Unis d'Europe et ne manifestèrent pas des signes d'enthousiasme et ne favorisèrent pas son développement politique.

Les deux guerres mondiales sanglantes dans lesquelles l'Europe les avait entraînés ne les persuadaient peut-être pas de la capacité des nations européennes à se coaguler pour constituer ce bloc, sans visées expansionnistes et, par conséquent, à tendance pacifiste, certainement en mesure de contenir à l'Ouest, la poussée de l'impérialisme soviétique.

Ils étaient peut-être gênés par la plus grande compétitivité que prenait sur les marchés mondiaux l'industrie européenne qui s'était renforcée au sein de la C.e.e. ou peut-être n'acceptaient-ils pas l'idée de la constitution d'un bloc européen qui, en population, puissance industrielle et tradition, pouvait s'insérer comme puissance supérieure, même si ce n'était pas sur le plan militaire, au niveau non seulement de l'Union soviétique, mais également à leur propre niveau.

Une poussée U.s.a. au cours des années soixante, aurait probablement chauffé le fédéralisme européen et permis d'accélérer les temps que des événements contraires successifs ont rendu longs et nébuleux.

Pour l'U.r.s.s., ce furent des années au cours desquelles la course pour la conquête de l'espace, engagée avec les U.s.a. et les remous de révolte qui serpentaient dans ses possessions coloniales européennes, la tenaient trop engagée pour lui permettre une attention excessive à l'association économique que quelques petites nations préparaient dans la partie occidentale de l'Europe.

Elle se limita à faire agiter ses larbins des partis communistes locaux pour en retarder l'exécution et maintenir le développement sous son contrôle, mais rien de plus.

La crise des années soixante-dix

Le début de la deuxième décennie de vie de la C.e.e. semble parsemé de roses.

Les Six deviennent Neuf. Royaume-Uni, Danemark et Irlande viennent faire partie de la Communauté.

Il se manifeste une inflation rampante, un mal commun à tous les pays dont le développement économique est rapide, où le rythme de la circulation de l'argent s'accélère et où le bien-être vient toucher des couches sociales toujours plus larges, sollicitant ainsi l'accroissement de la consommation.

Le vent est encore favorable; dans tous les pays de la Communauté l'économie est en phase ascendante.

Puis, la guerre du Kippour amène les Arabes à empoigner l'arme du pétrole. Tous les autres pays producteurs les suivent et découvrent la puissance énorme dont ils disposent en réalité.

Au cours de cette décennie, le prix du pétrole augmente de 1 500 pour cent. Un fleuve d'argent afflue vers les pays producteurs qui, après être devenus dépositaires de richesses inimaginables, conduisent vers le firmament les cotations de l'or, dominent le cours du change du dollar et pénètrent dans les principales entreprises industrielles européennes.

La montée frénétique du prix du pétrole bouleverse l'économie mondiale et l'inflation déjà présente sous une forme rampante se poursuit pour prendre des allures alarmantes qui influent négativement sur les taux de croissance des Produits Nationaux Bruts de tous les pays, tandis que le chômage dépasse la cote d'alerte.

C'est la crise.

La C.e.e. assume des positions de défense; les nations qui y participent créent des liens entre leurs monnaies. C'est ainsi que naît le S.m.e. et les systèmes de défense communautaire.

Le 10 juin 1979, le premier Parlement européen est élu au suffrage direct; un vent d'euphorie nous envahit tous, quand nous nous rendons aux urnes pour voter.

L'installation du premier Parlement européen nommé directement par les électeurs des neuf pays participants, nous apparaît comme le premier pas effectif vers la constitution de l'Europe politique. Mais aujourd'hui déjà, après un an et demi à peine, la désillusion ternit toutes ces nouvelles espérances. La Communauté est encore l'Europe des marchands. Malgré toutes les sollicitations qui parviennent de nombreux pays non-alignés et du monde arabe, le Troisième Interlocuteur ne veut pas encore prendre conscience de ses capacités et des

responsabilités qui lui incombent; il reste assis, alors que les temps se font toujours plus difficiles et que l'arène mondiale est

toujours dominée par les U.s.a. et par l'U. r.s.s. toujours plus malades.

L'affrontement des superpuissances

La conquête de la lune

C'est le 4 octobre 1957 que commença à tourner autour de la terre le premier satellite artificiel réalisé par l'homme.

Le monotone «bip-bip» émis par son poste émetteur prit les Etats-Unis à l'improviste; il les remplit de peur et fouetta leur orgueil national.

Après les avoir rejoints dans le domaine atomique, l'Union soviétique les avait désormais dépassés dans la conquête de l'espace.

La terre avait un «compagnon de voyage» constitué et mis sur orbite par l'U. r.s.s. et son nom était russe:«Sputnik».

La compétition spatiale était ouverte et son but était la conquête de la lune.

Les deux superpuissances s'y lancèrent avec une très grande ardeur, parce que la victoire, outre son aspect technologique, elle aurait eu des retombées stratégiques d'une extrême importance.

Après quelques tentatives qui échouèrent, les U.s.a. unifièrent l'organisation de leur appareil spatial et, en une décennie seulement, leur puissante industrie développa une technologie qui surclassa celle que la bureaucratie soviétique avait organisée.

L'arrivée finale fut publicisée d'une façon spectaculaire. A travers une liaison télévisée, le monde entier put assister au moment où l'aigle américain se posait sur le sol lunaire et l'instant où l'homme imprimait dans sa poussière la première empreinte humaine.

Jusqu'à ce jour, seules des empreintes de pieds américains ont été imprimées sur ce sol.

La publicité accordée à cet événement comportait un gros risque politique que le succès transforma en un fait énorme.

Cette longue compétition avait deman-

dé aux deux antagonistes l'emploi de moyens économiques grandioses. Les U.s.a. déclarèrent un coût de plus de 60 milliards de dollars.

Il ne transpira aucune nouvelle en provenance de l'U.r.s.s., mais il est incontestable que l'effort économique auquel elle avait été soumise l'avait contrainte à réduire sa course aux armements et à diminuer de façon draconienne ses aides aux pays socialistes en voie de développement.

La victime la plus illustre fut la Chine.

Un commentateur politique chinois écrit que les rapports entre la Chine et l'U. r.s.s. avaient été détériorés par la lune. Il n'avait pas tort; l'engagement dans cette lutte pour l'espace avait contraint l'U. r.s.s. à abandonner le programme d'aide qu'elle avait promis à la Chine pour amorcer l'industrialisation de ce grand pays asiatique.

L'absence de ces aides économiques contribua à la rupture des rapports politiques et, comme il fallait le prévoir, le temps est en train de transformer ces deux grands pays communistes de frères en ennemis.

Euphorique pour avoir démontré au monde entier son écrasante supériorité technologique, le colosse U.s.a., satisfait, s'assit.

Dans les compétitions de suprématie, il advient toujours que le vainqueur de l'une des rencontres, satisfait de la victoire remportée, oublie de n'avoir combattu qu'un seul round et abaisse sa garde quand l'adversaire, épuisé après sa défaite, cherche d'autres voies pour prendre sa revanche.

La revanche de l'U. r.s.s.

La réponse de l'Union soviétique à sa défaite dans la course à la conquête de

l'espace se modula en une stratégie des plus complexes, mais bien précise dans sa finalité: parvenir à la domination du monde.

Les lignes directrices le long desquelles elle a poursuivi sa stratégie ont été, dans l'ordre chronologique:

- *Fin des années cinquante* - Cuba est attiré dans l'orbite soviétique et devient sa pointe avancée vers les nations inquiètes de l'Amérique centrale.

Les tentacules soviétiques s'allongent sur l'Égypte de Nasser (digue d'Assouan), sur l'Albanie et même sur Malte. Mais les Soviétiques démontrent être, comme toujours, des bienfaiteurs envahissants et gênants, et les tentacules sont, ensuite, coupées net par les trois intéressés.

- *La seconde moitié des années soixante* est caractérisée par le cas retentissant du Viêt-nam.

L'U.r.s.s. orchestre très habilement une campagne contre les U.s.a. empêtrés dans une guerre défensive du Viêt-nam du Sud contre l'agression du Viêt-nam du Nord qu'elle-même avait armée et appuyée. Tous les partis communistes devinrent des sycophantes et l'intelligentsia mondiale se déchâna. Les U.s.a. sont taxés d'impérialisme agressif, de génocide et mille autres atrocités. Ils se retirent du Viêt-nam battus non pas par une armée de paysans, mais par leur propre opinion publique entraînée par la propagande soviétique.

Quand l'armée des paysans déferle dans le Viêt-nam du Sud, elle attaque le pays communiste frère, le Cambodge, et y procède à un génocide systématique qui n'a aucun précédent dans l'Histoire ... cette même intelligentsia se tait. Il manque le chef d'orchestre.

- *Années soixante-dix* - l'U.r.s.s. part à l'attaque du système défensif occidental sur plusieurs lignes directrices, en désagrégeant les pointes défensives les plus avancées (Iran) et en alimentant des crises, des tumultes et le terrorisme chez les alliés méditerranéens de l'O.t.a.n., tout en encerclant cette même O.t.a.n. par l'installation de bases le long des routes atlantiques (Angola), le long de celles de l'océan Indien (Corne d'Afrique et Yémen du Sud) et même en Méditerranée (Algérie et Libye).

Syrie et Irak se trouvent déjà dans la sphère de son influence.

Les mercenaires cubains, tchécoslova-

ques et Est-allemands ont effectué en Afrique, pour son compte, un excellent travail. Mais, à la fin de cette décennie, l'U.r.s.s. se présente en personne en envahissant l'Afghanistan; ce fut, cependant, une grossière erreur d'évaluation tant politique que militaire.

Le peuple afghan résiste à l'invasion et l'opinion publique mondiale condamne, même si ce n'est que sentimentalement, l'Union soviétique.

Le tiers monde et le monde islamique, en particulier, ont de longs tressaillements de peur.

Grâce aux accords de Helsinki, l'U.r.s.s. réussit, au cours des dix années 70 à obtenir du monde occidental la reconnaissance de ses conquêtes obtenues par les armes sur le continent européen. Elle accepte, à son tour, de reconnaître les droits de l'Homme, mais pour tous les régimes dictatoriaux, les traités ont toujours été et uniquement été que des chiffons de papier.

Cette décennie est caractérisée également par les offensives de paix que l'U.r.s.s. lance continuellement avec l'aide des partis communistes et de l'habituelle intelligentsia occidentale qui, par ailleurs, n'est pas si intelligente que cela puisqu'alors que s'arrête aux U.s.a. la fabrication de la bombe au neutron, arme techniquement défensive, et que ralentit l'installation des euromissiles, l'Union soviétique en installe un puissant déploiement entièrement pointé sur l'Europe occidentale (le SS 18 et les SS 20) et se révèle, à l'improviste, être une puissance militaire maritime de première grandeur.

Les bases océaniques de la mer Rouge, de l'océan Indien, de l'Atlantique et même de la Méditerranée qu'elle avait conquises avec tant de ténacité avaient un motif bien précis: permettre la domination des mers à sa nouvelle et puissante flotte de surface et sous-marine.

Les hommes du Kremlin ont ainsi donné suite aux suggestions contenues dans le dernier paragraphe du testament de Pierre le Grand qui avait prévu, dès 1725, cette nécessité finale, la construction d'une grande flotte pour mettre en oeuvre son dessein d'étendre sur le monde entier la domination de Moscou.

Les grands malades

Les U.S.A.

La maladie des U.s.a., commencée par la défaite que les Américains s'étaient auto-infligée au Viêt-nam, aggravée par la crise du Watergate et rendue chronique par la politique vague et renonciatrice de Carter, à laquelle était venue s'ajouter l'implication des Etats-Unis dans la crise économique mondiale, atteint son point culminant avec la capture des cinquante-deux otages par les révolutionnaires islamiques de Téhéran. C'est dans ce contexte déprimant que s'est insérée la tentative soviétique d'exporter le communisme dans l'Etat de l'Amérique centrale, le Salvador, avec l'aide du sempiternel Cuba, appuyé par le Nicaragua.

L'U.r.s.s. est en train d'attaquer les U.s.a. jusque dans leur propre continent.

A moins que les U.s.a. ne se résignent à perdre le rôle de nation-guide de l'Occident, il fallait s'attendre à une réaction de l'opinion publique américaine.

Le tournant constaté aux élections présidentielles devait être attendu et même si la figure du candidat n'était pas particuliè-

rement remarquable, il était inévitable que les électeurs aient préféré à l'incertaine colombe Carter le vieux faucon Reagan.

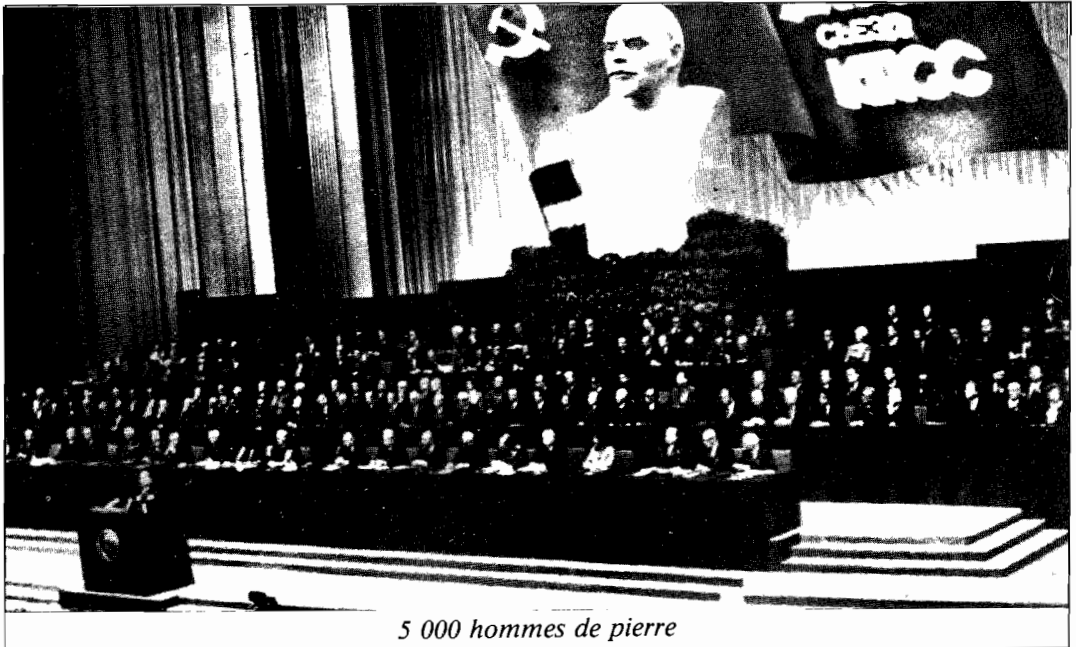
L'aigle américain se préparait à sortir ses serres et à essayer de se débarrasser de tous ses maux.

C'est à se demander si l'organisme américain réagira positivement aux mesures énergiques que le nouveau Président a déclaré vouloir adopter et si la puissance adverse lui donnera le temps de se reprendre économiquement et d'appliquer les programmes de nouveaux armements préalablement annoncés.

Les Etats-Unis sont, actuellement, un malade qui démontre vouloir guérir; mais il est, malgré tout, un malade, tandis que l'Europe continue à être incertaine étant, elle aussi, frappée par la crise économique.

L'U.R.S.S.

Le Parti Communiste de l'Union Soviétique, cet ordre religieux porteur de l'idéo-



5 000 hommes de pierre

logie de la «*société socialiste*» et de «*l'internationalisme prolétaire*», a ouvert son XXVI^e Congrès sous le signe de l'habituel triomphalisme, mais également d'une sombre inquiétude.

Son triomphalisme se base sur trois composants effectifs: puissance militaire, autosuffisance énergétique et solidité de la structure administrative.

L'U.r.s.s. a dépassé, en effet, quant aux armements, le monde occidental et a étendu son influence politique sur des aires cruciales du globe.

Alors que toutes les autres puissances industrielles sont secouées par la crise énergétique, l'U.r.s.s. est garantie par les ressources énormes de son immense territoire et détient le record de production pétrolière, de gaz naturel et de charbon.

Enfin, alors que toutes les sociétés contemporaines sont troublées par des angoisses politiques plus ou moins profondes, l'oligarchie du parti résiste intacte en U.r.s.s. au sommet d'une gigantesque structure administrative qui ne fait ressortir aucun conflit et permet, tout au moins en apparence, une parfaite continuité.

Marxisme et foi

Deux facteurs historiques entravent simultanément, le système du pouvoir de l'U.r.s.s. en Europe et en Asie.

Sur le front occidental, le profond sursaut de la Pologne a mis en lumière non seulement la menace d'une contagion de revendications sociales à tout le bloc soviétique, mais a attaqué le principe du syndicat unique de parti et la planification de sommet manifestant ainsi l'existence d'un détachement très net entre le parti et les masses ouvrières.

Le sursaut polonais a reporté, en outre, l'Eglise au rang d'interlocuteur du pouvoir dans ce pays.

Et le Kremlin ne peut certes pas ignorer que dans les pays baltes, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie et parmi ces peuples européens mêmes qui font partie intégrante de l'Union soviétique, la religion chrétienne est sentie et suivie bien que ne le reconnaissent officiellement les autorités locales.

Sur le front méridional de la grande puissance soviétique, l'accentuation de

la guérilla en Afghanistan est en train de menacer de contaminer d'islamisme les républiques soviétiques à population musulmane prédominante, déjà éblouie par la révolution islamique en Iran.

Sur les deux fronts, le matérialisme du socialisme réel se trouve à devoir tenir compte de la foi.

Karl Marx n'a réussi à remplacer ni Jésus-Christ ni Allah et dans une guerre de religion, qui se déroulerait au sein de populations opprimées et mécontentes, le communisme en sortirait défait.

Une puissance uniquement militaire

Prisonnier de ce même appareil bureaucratique et administratif immense qui le soutient, le P.c.u.s. n'arrive pas à administrer, dans l'intérêt des peuples de plus de cent nations qui composent l'U.r.s.s., les immenses ressources de son territoire.

Il a réussi à accumuler une formidable puissance militaire, mais à ne pas la soutenir avec des structures économiques d'une capacité appropriée.

Les conditions arriérées des technologies soviétiques liées à la production des biens de consommation semblent ne pas pouvoir être améliorées et la rentabilité du système productif est même en déclin.

«Le Bilan économique et social 1980», édité ces jours derniers à Paris par le quotidien «Le Monde», expose un tableau comparatif clair du produit annuel brut par habitant des principaux pays.

Le produit est estimé en dollars selon les données de la Banque mondiale et de l'O.c.d.e.

On y remarque que le produit brut annuel d'un habitant de l'U.r.s.s. est de 4 100 dollars, inférieur à celui de l'Espagne (4 340 dollars) et moins de la moitié de celui de la R.F.A. (11 730 dollars), de la Belgique (10 890 dollars), des Etats-Unis (10 820 dollars), des Pays-Bas (10 240 dollars), de la France (9 940 dollars), de l'Autriche (8 620 dollars) et même de la Finlande (8 260 dollars).

La Suisse, la Suède et le Danemark semblent être tous les trois ultrariches.

Même l'Italie, bien que surpeuplée et que son économie soit entièrement de transformation, possède un revenu de 5 240 dollars par habitant, soit 25% de plus que

celui de la superpuissance soviétique.

C'est la force militaire de l'U.r.s.s. qui représente sa faiblesse, parce que son effort militaire absorbe trop de richesses et que le système ne réussit pas à exprimer la production en termes économiques.

L'U.r.s.s.: un riche pauvre

Au moment de lancer le dernier plan quinquennal, M. Brejnev a reconnu qu'après soixante ans de gestion, et malgré les énormes ressources dont dispose le territoire, le communisme n'était pas arrivé à satisfaire les exigences les plus naturelles de la population.

Suffoqué par la bureaucratie et pressuré par la demande des militaires, l'appareil économique soviétique ne réussit pas à produire des biens de consommation en quantité suffisante et qualité appropriée pour sa population.

L'U.r.s.s. est la nation la plus riche du

monde, peuplée par un peuple que le système qui le gouverne contraint à vivre en pauvreté.

Une donnée vaut pour tous. En U.r.s.s. d'après un récent recensement, 135 millions de personnes sont occupées dans la production et 17% d'entre elles se consacrent à des travaux agricoles.

Aux U.s.a., avec une population active légèrement inférieure, 4% seulement se consacrent à l'agriculture. Mais bien que l'U.r.s.s. dispose des grandes plaines de terres noires de l'Ukraine, elle ne réussit pas à produire des aliments suffisamment pour sa population. Son déficit alimentaire dépasse chaque année 25 millions de tonnes de céréales, tandis que les U.s.a., avec l'emploi d'un quart, à peine, des forces de travail de celles de l'U.r.s.s., ont une superproduction annuelle de 100 millions de tonnes qui leur permettent d'aider cette même Union soviétique et les peuples affamés du tiers monde.

Le réveil des U.S.A.

En ce début des années quatre-vingts, avec l'élection du faucon Reagan, les Etats-Unis ont chassé l'apathie qui les a travaillés pendant près de quinze ans et la libération, après plus de quatre cents jours de prison, des cinquante-deux otages capturés par les étudiants islamiques au cours de l'assaut de l'ambassade américaine à Téhéran, a réveillé leur orgueil national.

La libération, survenue après de longues tractations et un véritable troc, a fait cesser un cauchemar, mais ne pouvait certes pas constituer à elle seule un motif pour faire se déclencher l'orgueil national qui a suscité l'accueil triomphal que les Américains ont réservé aux rescapés de ce qui a été l'acte terroriste international le plus grave de l'Histoire.

Il convient de se rendre compte de l'état d'esprit des citoyens américains, conscients d'appartenir à une grande nation invincible, dont l'émotivité avait été longuement

comprimée et exaspérée avant l'automutilation avec laquelle s'est conclue l'intervention au Viêt-nam, puis par l'excessif tambourinement du scandale du Watergate et, enfin, par la politique incertaine et passive du président Carter, y compris l'insolence de Khomeini.

Avec Reagan, les Américains ont lancé un double défi à l'U.r.s.s.

Dans le domaine économique, avec le plan de Reagan qui prévoit un retrait partiel de l'Etat des sphères d'activité qui ne lui sont pas indiquées, du contrôle des entreprises privées, des prêts à des taux préférentiels, du soutien artificiel des prix, des prix administrés et des formes excessives de prévoyance sociale qui frisent la bienfaisance.

L'Amérique qui avait, dans le domaine économique, envahi avec le secteur public le secteur privé, s'est rendu compte du gaspillage que cela comporte et est en train de

changer opportunément de route, alors que l'Union soviétique, où il n'existe que le secteur public, insiste sur la route de l'étatisme absolu et centralisé, bien que son répit économique devienne toujours plus pénible.

Dans le domaine militaire, Reagan a relancé de lourds programmes d'armements pour redonner aux U.s.a. la capacité de reprendre les fonctions de gardien et de défenseur de la paix qui leur reviennent en tant que premier représentant de la démocratie mondiale.

Mais pour réacquérir cette suprématie militaire que requiert cette fonction, il faut du temps, certainement plus que les quatre ans que dure le mandat présidentiel aux U.s.a.

La peur des années quatre-vingts

Dans ses premiers discours, Reagan a révélé être un dur, prêt à intervenir là où l'U.r.s.s. agressera et ces années, nécessaires à l'Amérique pour appliquer ses plans, sont ceux qui nous font peur.

Actuellement, les moyens militaires et les bases stratégiques dont dispose l'Union soviétique la placent dans une position de très net avantage.

Son économie ne lui permet pas d'engager une autre compétition d'armements et sa supériorité militaire actuelle ne pourrait donc pas durer longtemps.

Si le Kremlin voulait tenter la grande aventure, ces années sont celles qui lui seraient les plus favorables.

Et pourtant, au cours de ces jours derniers, lors de l'ouverture du XXVI^e Congrès du P.c.u.s., le chef suprême de l'U.r.s.s. brandissait le rameau d'olivier et propose une rencontre au sommet avec le président Reagan pour discuter sur le désarmement.

Qu'est-ce qui a pu le retenir?

La considération, peut-être, du prix que l'U.r.s.s. devrait payer de toute façon en cas d'affrontement direct; peut-être le doute que sa plate-forme impériale-bureaucratique-administrative soit moins solide que ne le fait apparaître la propagande ou bien encore la crainte qu'au cours d'une guerre les sursauts libertaires et religieux que l'on perçoit dans les pays satellites et aux frontières de l'Union soviétique ne s'étendent jusqu'au sein de l'empire lui-même, comme une gigantesque caisse de résonance.

Il se peut, également, que l'âge nettement avancé de sa dirigeance exerce, pour l'instant, une action freinante et que la vieillesse n'incite pas à l'aventure.

Mais c'est justement la sénescence des hommes qui détiennent actuellement le pouvoir au Kremlin qui impliquera, en l'espace de quelques années, un changement complet.

On ne remarque pas, actuellement, aux côtés des ultra-septuagénaires qui gouvernent l'U.r.s.s., de dauphins, alors qu'il est incontestable que dans les rangs du P.c.u.s. il doit exister également une dirigeance jeune, actuellement pétrifiée par le système et, par conséquent, non mûrie par l'expérience.

La loi de la nature veut que ce soient justement ces nouvelles générations peu préparées et probablement avides de pouvoir et d'aventure, qui arriveront, d'ici peu, aux plus hautes fonctions.

Nous ne sommes personnellement pas pessimistes de nature, mais les prochaines années nous font peur.

Si, au cours des années quatre-vingts, il ne se produira rien de traumatisant, la décennie qui suivra verra bien des choses changer, par désagrégation et par mûrissement.

Nous, en tant qu'Européens, nous souhaitons que le processus de transformation du monde se déroule sous le signe de la paix pour le bien et la survie des peuples.

Nous estimons que les années quatre-vingts seront cruciales pour l'histoire du monde, et d'autant plus difficiles que la décision de son destin semble être confiée uniquement aux deux superpuissances, ces grands malades dont l'un semble avoir pris la voie de la guérison et l'autre, avant de s'abattre, pourrait avoir des sursauts fatals pour tous.

Nous aimerions que les nations de l'Europe occidentale comprennent combien il serait important qu'elles accélèrent la constitution du «troisième interlocuteur» en abaissant le niveau de leur égoïsme.

Le sacrifice, aujourd'hui, de quelques petits intérêts serait largement récompensé, en termes de sécurité, par la paix et la liberté.

R.C.

BILAN DU TERRORISME DE 1977 A AUJOURD'HUI

Au cours des quatre dernières années, à partir de 1977 - année où se sont produits les événements terroristes les plus graves (assassinat du Procureur général Buback et du banquier Ponto; enlèvement et assassinat du président du Patronat Schleyer; dans les cas Buback et Schleyer, plusieurs gardes du corps perdirent, eux aussi, la vie), il a été arrêté en tout 340 personnes soupçonnées d'avoir participé à des actions terroristes; la plupart se trouvent cependant de nouveau en liberté. Vingt-neuf terroristes (en partie «présu-més», en partie condamnés pour d'autres délits) se trouvent en prison; parmi eux, quelques-uns du groupe principal, comme Knut Folkerts, Angelika Speitel et Günther Sonnenberg. Il est inclus, dans le chiffre des 29 arrêtés, également les deux (présu-més) terroristes Wagner et Sieglinde Hofmann qui, en mai 1978, avaient été capturés à Zagreb, après une tentative échouée des autorités yougoslaves de les échanger avec des croates émigrés dans la République fédérale et remis en liberté, puis de nouveau emprisonnés. Brigitte Mohnshaupt et Pete Boock, qui avaient été arrêtés eux aussi au cours de cette période, sont encore en liberté.

Cinq terroristes (présu-més) sont morts pendant leur arrestation ou à la suite d'accident. En 1978, lors de la tentative de les arrêter, Willy-Peter Stoll et Michael Knoll ont été tués dans la région rhénane de la Ruhr. Il en fut de même avec Elisabeth van Dyck en 1979 et le 25 juillet de l'année dernière, Juliane Plambeck et Wolfgang

Beer sont morts, aux environs de Bietigheim, au cours d'un accident qui a vu la voiture avec laquelle ils tentaient d'éviter leur arrestation heurter frontalement un camion chargé de gravier. Six terroristes (présu-més) se sont livrés spontanément à la police; parmi eux Astrid Proll. La magistrature a dû affronter, dans ces cas, le problème si l'on devait et si l'on pouvait tenir compte de ce «repentir», au moment d'établir l'entité de la condamnation; en considération du principe de la légalité en vigueur dans la poursuite pénale de délits de droit commun, il faudra tenir compte, dans tous les cas, du second point de vue.

Actuellement, il y a 33 personnes frappées d'un mandat d'arrêt pour suspicion d'appartenance à des organisations terroristes. Les enquêtes de la Police criminelle (BKA) permettent de fixer avec une certaine précision (40) le nombre d'actes terroristes qui ont été perpétrés en 1977 (il faut ajouter, aux trois déjà cités, la tentative de bombardement de l'immeuble du Parquet général, avec un lance-missiles et l'enlèvement de l'industriel autrichien Palmers qui a évidemment servi à procurer des capitaux aux terroristes). Comme 29 personnes se trouvent en état d'arrestation, trois autres l'étaient, cinq sont mortes et six se sont livrées à la Justice (globalement 43), il est permis de penser que la scène du terrorisme au sens strict du terme s'est élargie. Au total, 15 des 40 personnes impliquées dans des faits terroristes en 1977, se trouvent encore en liberté.

Parmi les terroristes frappés d'un mandat d'arrêt, il y a également Christian Klar

et Adelheid Schulz, qui, en mars de l'année dernière, étaient sous observation par des agents de la Tutelle Constitutionnelle de Hambourg. Il a été fait, à cette occasion, quelques photographies légèrement retouchées qui ont été imprimées sur une affiche de la Police criminelle fédérale (il s'agit de 15 photos) pour faciliter les recherches. Klar et Schulz n'ont pas été arrêtés et l'événement, défini une «panne dans les recherches», a eu une grande importance dans la campagne électorale. On ignore, jusqu'à présent - et ceci en contraste avec une décision de la Conférence des ministres de l'Intérieur des Länder - pourquoi les recherchés n'ont pas été arrêtés. On suppose que leur arrestation n'a pas eu lieu pour défendre les «sources» d'informations. Mais, d'autre part, Klar et Schulz ont été gardés sous observation pendant leurs longs voyages à travers la République fédérale et, également, dans un immeuble d'habitation pour étudiants à Francfort, de sorte qu'il n'est pas difficile d'imaginer une nette possibilité de les arrêter.

Les politiciens affirment que l'arrestation aurait empêché le déroulement d'une enquête à plus large rayon et l'on doit admettre également (même si en théorie cela serait possible) l'impossibilité de démontrer les avantages que l'on aurait obtenu, pour les recherches, de l'arrestation des deux terroristes. On a entendu répéter, jusqu'à présent, que les succès obtenus en son temps auraient contribué, d'une manière déterminante, au calme relatif qui s'en est suivi sur la scène du terrorisme à partir de 1977.

A propos de la poursuite de l'enquête Klar-Schulz, aussi, il a couru des versions contrastantes. D'aucuns affirment que les deux terroristes pourraient être arrêtés, aujourd'hui encore, à n'importe quel moment; d'autres, par contre, croient que Klar et Schulz ont réussi, depuis lors, à faire perdre leurs traces. Il est cependant pratiquement certain que le mandat d'arrêt concernant les deux terroristes et le retard avec lequel furent informés la Police criminelle fédérale et le Procureur général d'Etat ont provoqué des contrastes internes considérables.

Une bonne partie des arrestations a eu lieu à l'étranger, mais dans un grand nombre de cas la Police criminelle fédérale y a participé en fournissant les informations qui ont permis l'arrestation des terroristes.

Les caches qui servent de lieux de repos ou de bases de départ pour les attentats ont joué un rôle important dans les enquêtes. Il a été découvert, depuis 1977, 45 de ces caches. Un des centres est la région du Rhin et de la Ruhr; un autre, l'agglomération du Rhin-Main (concept géographique qui doit être élargi à Heidelberg et à Mannheim et, dans un cas, également à Karlsruhe). Un «solidaire» a été découvert à Nuremberg; dans l'Allemagne du Nord, les centres se trouvent à Hanovre et à Göttingen. Cette dernière ville a été également le théâtre de désordres récents. A Berlin également il a été découvert deux caches terroristes et Hambourg semble être une ville présentant un certain intérêt. A l'étranger, il a été découvert des caches à Paris, Vienne, Milan, Luxembourg et dans plusieurs villes des Pays-Bas.

La technologie des recherches «par fillet», mis au point par la Police criminelle fédérale a considérablement contribué à la découverte de ces bases. Cette technique prévoit le tri de caractéristiques déterminées; par exemple, dans le paiement des taxes communales. Cette technique est entrée, en partie, en butte avec la loi sur la tutelle des données personnelles des citoyens: il est évident que pour suivre des traces déterminées, il faut contrôler soigneusement de grandes quantités de certificats qui sont en eux-mêmes totalement inoffensifs.

Christian Klar, par exemple, a toujours été dans les caches de conspirateurs - on a pu le démontrer avec le relevé des empreintes digitales et avec des épreuves de graphologie; de même pour Adelheid Schulz. Les traces des deux terroristes ont été trouvées également dans les caches découvertes vers la fin de l'année dernière à Heidelberg, Paris et Hambourg. Les empreintes digitales des deux terroristes ont été également trouvées dans la voiture où Juliane Plambeck et Wolfgang Beer ont trouvé la mort l'été dernier - une preuve de l'écheveau toujours plus embrouillé et vaste de la scène du terrorisme.

(Frankfurter Allgemeine Zeitung für Deutschland, 6 janvier 1981)

THE UNITED STATES REALISES IT CANNOT SURVIVE ALONE

de ALLAN C. BROWNFELD

In order for the US economy - and the economies of Western Europe - to continue working at their optimum, it is necessary to import a variety of non-fuel strategic minerals such as chromite, cobalt tantalum and at least 15 others. Were the West to lose access to these minerals, it could not manufacture television sets or computers or heart-lung machines or supersonic jets. The implications are equally grim with regard to defence capabilities. Without such minerals we would be unable to produce sophisticated submarines or space vehicles.

Recently concern about this dependence upon imported non-fuel minerals has been growing, particularly in the United States. In July 1980, the Subcommittee on Mines and Mining of the Interior and Insular Affairs Committee of the US House of Representatives issued a report which declared that:

«No issue facing America in the decades ahead poses the risks and dangers to the national economy and defense presented by this nation's dependence on foreign sources for strategic and critical minerals. America is now dependent on foreign sources in excess of 50% for 24 of the 32 minerals essential to national survival. Minerals such as manganese - essential in the production of steel (import dependence 98%); cobalt - vital hardener and strengthener of steels (import dependence 95%); and chromium - indispensable to the production of stainless steels and the least substitutable of all ferro-alloys (import dependence 90%) reveal a vulnerability more serious than the energy crisis. While America may develop its own alternative energy resources, in many cases there are no substitutes for the minerals imported from foreign sources, countries which are often unstable at best, hostile at worst».

One such region, the report pointed out, is an area «increasingly referred to as the Persian Gulf of minerals ... that of southern Africa wherein lie massive reserves of platinum, manganese, vanadium, cobalt and chrome - minerals vital to the economic well-being of the United States. Within that region lies 86% of the world's reserves of platinum group metals, 53% of the world's reserves of manganese, 64% of the world's reserves of vanadium, 95% of the world's reserves of chromium and 52% of the world's reserves of cobalt. Yet the significance of the area to America and to the Western world is belied by the scant attention devoted by the US to the region, not just as a focal point of political uncertainty but as a vital source of strategic and critical minerals».

Combined, the USSR and southern Africa hold the following percentages of the world's reserves in critical minerals: platinum group metals 99%, manganese ore 98%, industrial diamonds 87%, gold 69%. *If additional revolutionary groups aligned with Moscow were to come to power in southern Africa, the USSR would control over 90% of several minerals for which no substitutes are known and which underpin millions of jobs in the northern hemisphere because of their central roles in industrial production.*

To explore this question, the World Affairs Council of Pittsburgh established three panels which worked for more than six months analyzing the growing US dependency on imported mineral resources.

The panel on US Economic Dependency on Imported Natural Resources recognised that Soviet pressure on natural resources outside its traditional base of mineralisation imposes new priorities on US foreign and defence policies. The panelists expressed concern about the emergence in the Soviet Union of a negative non-fuel mineral resource balance following closely behind the well-known negative energy balance by the mid-1980s forecast for the Soviet Union by the CIA. There was agreement that a negative energy and non-energy minerals balance in the Soviet Union creates an environment for resources

conflict.

«US foreign policy», this panel concluded, «must be oriented toward maintaining US access to non-fuel minerals as well as energy resources. US foreign policy should support and encourage co-operation with countries that (a) offer security of supply at reasonable prices, (b) allow market allocation to prevail, (c) reject policies of discrimination against foreign direct investment in the resource sector, and (d) to the extent possible, follow anti-cartel policies of producer-consumer co-operation.»

Ironically, the US has pursued a policy of antagonism and hostility toward one pro-Western government which provides it with much of its non-fuel mineral resources, the Republic of South Africa. In 1978, for example, the US imported 80% of its total foreign supply of ferrochrome from South Africa. Professor Daniel Fine of the Massachusetts Institute of Technology has written that:

«Soviet interest in world chromite resources has accelerated... Ultimately, the Soviet shift toward outward access and strategic dependency leads to a greater conflict over southern African chromite. Southern African world reserves and production are clearly too vast for the Soviet bloc (1% of the world reserves) to dismiss as merely outside the non-capitalist state system and, consequently, of no 'historical' interest to the command economies. In the long-term, according to proven reserves, access to a world share is tantamount to access to southern Africa.»

The panel concerned with Geopolitics and Sea Power concluded that Soviet strategy in Africa is to establish bases and overflight options which provide a capability to interdict oil and mineral sea routes from the Persian Gulf through the Suez Canal and also through the Indian Ocean, around the Cape of Good Hope, and into the South Atlantic. Over one billion tons of oil per year will be routed around the Cape during this decade. Some 25,000 resource-trade vessels carrying 90% of Western Europe's oil imports and 70% of its mineral requirements pass by the Cape each year. «Yet», the panel declared, «this major ocean 'choke point' is beyond US and NATO security. South African naval facilities remain off-limits to the US fleet despite the reality that the Cape is one of the *three* interconnected ocean 'choke points' (Madagascar Straits and Hormuz Straits are the others) which are critical to effective Atlantic-to-Persian Gulf US naval deployment ... Continuing South African efforts to establish reforms in social policy are imperative and should merit international recognition and support. The Soviet Union, however, pursues the objective of destabilisation of South Africa by advancing its influence on the Continent ... South Africa must be viewed from a geopolitical perspective with raw materials as a central consideration».

There are a number of indications that the new Reagan Administration will view the strategic raw materials import question from a different perspective to that of President Carter. Mr. Reagan's State Department transition team, for example, concluded that policy toward Africa has been based on «dubious premises» and that the US must be willing to compete with the Soviet Union for influence on the continent.

The report of the transition team said that the State Department's Bureau of African Affairs has suffered from «a severe case of regionalitis» and that steps should be taken to ensure that American economic and strategic interests are better protected in shaping policy.

The report said that in the US Government, the African Bureau has «been isolated and seen to be a 'pro-African' element», with its views seldom given serious weight in foreign policy debates. The US «should restrain itself from participating in competition of a political-military-strategic arena provided we do not compete actively with the USSR and Cuba»; Washington does not need to back its regional diplomacy with «tangible policy instruments», such as aid and arms sales. US economic interests in Africa, the report says, must be given more attention by the Reagan Administration.

The Soviet Union has been fighting a resource war - and winning it - for some time. Now, it seems, the realisation that such a war is under way has reached policy-making circles in Washington. Those who have expressed concern about recent trends are now hopeful that the policies which led to the present situation will be reversed.

La crise de l'automobile et autres

ON INVITE LES JAPONAIS A LA ... MODERATION

de H. MULLER

Les journaux entretiennent depuis quelque temps une atmosphère tendue à propos des perspectives de certaines industries européennes essentielles confrontées avec la menace d'une concurrence japonaise toujours plus grave. C'est dans ce contexte qu'on discute de la crise de l'automobile en Italie, France, Allemagne, Grande-Bretagne. On ne sait que trop que cette crise entraîne une extension du chômage en Europe. Les Italiens n'ont pas encore oublié ce qui s'est passé en 1980 aux usines «Fiat» dont la direction avait décidé de réduire sensiblement le nombre des ouvriers. La British Leyland a décidé récemment de fermer son unité belge. Et voilà que le 11 février le groupe Peugeot a annoncé la fermeture fin 1981 de son usine écossaise de Linwood et de supprimer près du tiers de ses effectifs en Grande-Bretagne (le groupe Peugeot n'hésite pas à licencier 4 800 salariés!) Il est vrai - pour donner raison aux dirigeants du groupe - que depuis sa création en 1962 l'usine de Linwood a toujours travaillé en perte, à cause aussi bien de son isolement géographique que des conflits syndicaux très vifs.

Dès qu'on commence à discuter de la crise de l'automobile européenne, la première explication qu'on lui donne - trop simple pour être vraie - est la concurrence du Japon. Mais la Grande-Bretagne a toujours fait opinion à part dans la Communauté Européenne et vient de prouver sa cohérence encore une fois, à propos de l'affaire Linwood: en effet, le gouvernement britannique a déclaré qu'il ... s'efforcera de convaincre la compagnie japonaise Nissan de s'installer à Linwood. Cette perspective semble pourtant être vouée à l'échec, car les Japonais ont indiqué qu'ils préféreraient

construire en pleine nature une usine plutôt que de reprendre un établissement industriel existant.

La situation précaire des producteurs européens d'automobiles, ainsi que celle d'autres secteurs industriels en crise, expliquent les efforts entrepris par la Cee et certains gouvernements du Marché Commun en vue d'une limitation des effets négatifs que l'importation de produits japonais exerce sur l'économie des pays industrialisés du Vieux continent. Au terme du récent sommet franco-allemand, on a estimé qu'il était nécessaire d'atteindre ce que, dans le langage diplomatique, on pourrait appeler «un développement plus harmonieux des échanges commerciaux avec le Japon». Les deux pays européens envisagent en premier lieu une solution «classique», à l'efficacité de laquelle on n'a pas beaucoup de raisons de croire: il s'agit d'organiser «une stratégie offensive fondée essentiellement sur l'amélioration de notre compétitivité...».

Ce qu'on demande aux Japonais

Mais il y a en outre la seconde solution, qui semble encore plus rhétorique que la première. Un rapport conjointement rédigé par les deux directeurs généraux de l'industrie française et allemande et présenté le 11 février à Paris, insiste sur l'attitude que devrait avoir le Japon avec ses partenaires commerciaux. «L'objectif à court terme - lit-on dans le rapport - doit être d'amener le Japon à faire preuve d'une plus grande responsabilité internationale (...) en assumant une part de la charge supportée par les pays industrialisés». Mais ce qu'on exige de la part des dangereux concurrents

japonais est ... la modération:

Français et Allemands «partagent l'avis qu'il faudra inciter le Japon à appliquer une politique de modération et à ne pas concentrer l'essentiel de ses exportations sur quelques produits bien déterminés (...) Dans le cadre du principe japonais du con-

sensus, une telle modération devrait être possible».

L'argument de la moralité et les appels à des vertus telle que la modération ne seront certainement pas les remèdes dont les économies occidentales ont besoin pour sortir de la crise!

L'EUROPE ET LE MONDE

Le sort de l'Europe ne se joue pas dans ses querelles internes. Celles-ci ont toujours trouvé leur solution, bonne ou mauvaise. Il en sera de même pour le conflit budgétaire, dont le caractère symbolique est intéressant, puisqu'il met en cause les compétences - et le poids réel - qui doivent être reconnus au législatif (l'Assemblée) et à l'exécutif (le Conseil des ministres); mais cet épisode est trop mince pour affecter durablement le fonctionnement de la Communauté européenne, qui en a vu et en verra bien d'autres! Non le sort de l'Europe se joue dans le monde. Et si la C.E.E. veut exister et peser, elle doit trouver les moyens d'en convaincre chacun - partenaire ou adversaire - sur le terrain de la compétition économique, sur celui de l'équilibre social (soumis à dure épreuve par les difficultés économiques et qui, en retour, conditionne une nouvelle croissance) et enfin sur le terrain de la politique internationale elle-même.

Aucune nouvelle, pour le moment, ne vient garantir que l'Europe s'est vraiment mise à l'oeuvre pour son propre redéploiement, selon le terme qui a cours en économie. Mais toutes les chances restent intactes.

Le conflit budgétaire qui a éclaté le 23 décembre, lorsque Simone Veil, présidente de l'Assemblée, a décidé d'arrêter le budget, y compris les crédits supplémentaires (un peu plus d'un milliard de francs français) votés par l'Assemblée mais contestés par la France et l'Allemagne ce conflit ne prend quelque relief que rapporté à la politique

intérieure française. Adversaires de la décision prise par Mme Veil: le gouvernement français et ... les communistes. Partisans d'entériner cette décision: tous les autres groupes politiques français représentés à l'Assemblée de Strasbourg, y compris ... les gaullistes, bien que Michel Debré ait fait connaître qu'il pensait fortement le contraire. Tout cela est savoureux, si l'on veut. Mais minuscule.

Si la Communauté doit grandir, des ajustements, de fait ou de droit, devront intervenir entre l'Assemblée et le Conseil des ministres; au surplus, comment concevoir une Europe renforcée, grandissante, puissante sans un Parlement dont les attributions seront, elles aussi, mieux établies et accrues? Car l'Europe de l'avenir devra disposer, vraisemblablement, à la fois d'une Commission capable de mieux traduire en actes les décisions des ministres et d'un Parlement mieux à même de traduire la volonté commune des peuples comme d'exercer, en leur nom, un contrôle sérieux, tout en disposant d'une marge de manoeuvre dans les initiatives dont l'essentiel, la quasi-exclusivité revient toujours aux ministres.

Le vrai et grand problème est de savoir si la C.E.E. pourra indéfiniment supporter le droit de veto, non seulement dans des domaines vitaux pour la communauté, mais jusque dans la prise de décisions d'importance mineure. Ce droit de veto est précisément contesté par M. Thorn, le nouveau président de la Commission européenne, à qui ses convictions «supranationalistes»

ont valu de se voir préférer, en 1979, Simone Veil, pour la présidence de l'Assemblée...

Voici Gaston Thorn installé à la tête de la Commission, et Simone Veil devenue à son tour suspecte de supranationalisme. C'est dire qu'insensiblement, imprévisiblement, la Communauté et ses institutions secrètent de la volonté européenne. Il faut s'attendre à une alliance objective entre la majorité de l'Assemblée (voire l'Assemblée unanime) et la Commission, alliance qui sera favorisée - comme dans l'actuel épisode budgétaire - par la division des ministres, obéissant eux-mêmes à des intérêts nationaux variés.

L'arrivée de Gaston Thorn porte de grands espoirs pour l'Europe. L'homme est de ceux à qui l'horizon d'une petite nation ne suffit pas, comme il en fut autrefois pour Paul-Henri Spaak. Il renoue avec la tradition fervente des «pères» de l'Europe unie, les Jean Monnet, Robert Schumann, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi - tous aujourd'hui disparus. La fermeté des convictions n'exclut pas chez lui l'habileté diplomatique, bien au contraire. Il s'est empressé de faire savoir que si la France, comme elle en brandit la menace, refusait de payer sa contribution, ou du moins la fraction correspondant aux crédits supplémentaires imposés par l'Assemblée, il n'a pas l'intention de traîner ce pays en Cour de justice européenne. Il préfère rechercher un compromis.

Ce libéral européen (c'est le groupe où il est inscrit, à Strasbourg, comme l'U.D.F.) est homme d'action autant que de doctrine. Il a, pour l'Europe, des ambitions avec lesquelles il s'efforcera d'obliger les ministres à compter. C'est lui - peut-être pas seul, mais il était à l'initiative de cette idée - qui a fait adopter à Venise, l'été dernier, le projet de démarches européennes en vue de la paix au Moyen-Orient. Il fera tout pour éviter qu'au fil des mois et sous l'effet de la crise, la Communauté ne se laisse gagner par la tentation de l'isolationnisme économique, le protectionnisme - dont il disait récemment que «c'est la seule bêtise qu'on n'ait pas encore faite».

L'Europe n'est donc pas aussi mal partie que des esprits moroses le prétendent. Son unité apparaît comme plus nécessaire que jamais. Cela est vrai chaque fois qu'un problème aigu requiert des solutions débordant les frontières nationales: concurrence

japonaise, crise sidérurgique, etc. Mais la nécessité de la C.E.E., bien que moins immédiatement saisissable, s'impose pour équilibrer les puissances déjà anciennes (U.S.A., U.R.S.S.) ou nouvelles (Canada, Mexique, monde arabe) dans un monde livré aux incertitudes. A cette échelle, l'Europe ne pourra pas indéfiniment fonctionner avec de fortes paroles et de faibles moyens.

Comment amener les trois ou quatre grands européens à mettre davantage en commun leurs idées et leur savoir-faire? Il n'existe pas de recettes. Mais on peut supposer qu'il est indispensable que la Communauté apparaisse en propre, joue son rôle, concurrence avec l'action internationale que chaque pays exerce - ou croit pouvoir exercer.

Cette émergence communautaire dans les affaires du monde ne sera pas aisément acceptée, mais elle seule pourra contribuer à rapprocher les points de vue nationaux, en tout cas à surmonter les conflits et les contradictions. Gaston Thorn y parviendra-t-il? Il est certain qu'il s'y efforcera avec énergie et talent.

Si l'on pose les problèmes européens en termes d'avenir, la querelle budgétaire n'est pas seulement infime, elle dénonce le manque d'un budget européen qui permette des actions à la mesure des nécessités. Car le fameux budget - assorti par l'Assemblée d'une «rallonge» destinée à la sidérurgie et aux victimes du tremblement de terre italien - sert pour l'essentiel à l'agriculture, à «l'Europe verte», qui a besoin d'une réforme profonde. Alors qu'un budget communautaire digne de ce nom devrait être consacré à la mise en oeuvre d'une politique économique (et notamment industrielle) commune, à la recherche, à l'élaboration de solutions européennes harmonieuses aux problèmes sociaux qui affectent, et affecteront plus encore, les pays associés dans la C.E.E.

Faute de moyens financiers destinés à faire de nouveau une Europe en développement, par une réelle mise en commun des volontés et des efforts, la C.E.E. risque de perdre quelques-unes des chances que nous, Européens libres, avons encore.

«Etudes Sociales Politiques Economiques»

LA RECONNAISSANCE RECIPROQUE DES DIPLOMES ET DES
QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Les traités de base de la Communauté européenne proclament quatre libertés fondamentales qui sont la base même du marché commun: libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux. La libre circulation des marchandises a pu, en principe, être réalisée rapidement: abolition des droits de douane entre les pays de la Communauté, institution d'un tarif commun pour l'étranger, etc. Les progrès ont été plus difficiles et plus lents dans les autres secteurs. La libre circulation des personnes et celle des services peuvent, en effet, rencontrer des obstacles de différente nature.

Quelques-uns de ces obstacles peuvent provenir de la nationalité même, quand des normes juridiques interdisent aux étrangers l'accès sur le territoire ou réservent quelques activités uniquement aux nationaux. Les traités européens interdisent, depuis le 1^o janvier 1970, toute discrimination de ce genre quand elle frappe des citoyens d'un autre pays de la Communauté. Ne sont admis, sous le contrôle de la Cour de Justice des Communautés, que:

- . l'éloignement ou l'expulsion, pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de salut public; cette possibilité a toutefois fait l'objet de limitations communautaires qui tendent à protéger les immigrés et leurs familles;
- . la réserve aux nationaux des activités qui font partie, même si c'est occasionnellement, de l'exercice de l'autorité publique.

Des règlements communautaires ont rendu possible, dans un temps assez rapide, l'application des principes de la libre circulation et de l'égalité de traitement des travailleurs non salariés. Mais que se passe-t-il pour les travailleurs indépendants? Deux sentences émises par la Cour de Justice européenne - les sentences *Reyners* et *Van Binsbergen*, toutes les deux de 1974 - répondent à cette question. En substance, après la fin de la période de transition fixée par les traités européens, et en l'absence de toute autre disposition communautaire, tout citoyen d'un Etat membre dispose d'un droit individuel et garanti par les traités de s'établir et d'exercer des activités indépendantes dans n'importe quel pays membre. Et ceci aux mêmes conditions que celles des citoyens du pays qui l'accueille et sans que l'on puisse lui opposer sa nationalité ou le lieu où il a fixé son propre domicile professionnel.

C'est ainsi que les directives que le Conseil des ministres de la Communauté avait prises avant 1974 pour ouvrir des activités spécifiques à tous les citoyens européens, sans distinction de nationalité, sont devenues partiellement sans objet. L'assimilation des autres citoyens de la Communauté aux ressortissants du pays est désormais un principe reconnu et il n'est plus nécessaire d'élaborer des dispositions particulières dans ce domaine. Mais ce n'est pas tout, du moment que les sentences de la Cour de Justice européenne ont proclamé l'application directe des dispositions du traité relatives au droit d'installation, tout citoyen d'un pays de la Communauté qui se trouve en face de comportements discriminatoires peut faire valoir ses droits devant les tribunaux nationaux. Les règles communautaires prévalent, en effet, sur n'importe quelle disposition nationale qui leur soit contraire.

Universalité et actualité de la langue latine

Prof. Avv. Ignazio Scotto
Président de la Session du Conseil d'Etat de l'Italie

Il est difficile pour moi de parler du latin devant une assemblée si qualifiée, présidée par un illustre représentant de l'Eglise, Son Eminence, le Cardinal Pietro Palazzini, mais puisque j'ai eu moi-même l'idée de cette conversation, et puisque le titre «Universalité et actualité de la langue latine» est mon oeuvre, je voudrais seulement introduire le sujet, pour laisser à d'autres, présents ou non, la tâche de la développer. En premier lieu, je vous dirai que, à mon avis, le latin est encore une langue vivante, bien que l'on affirme d'habitude le contraire, c'est-à-dire que le latin est une langue morte.

Que le latin était une langue morte, ceci était déjà affirmé même lorsqu'il était universellement adopté par l'Eglise et lorsqu'il était étudié assez sérieusement, bien que d'une manière trop scolaire et pédante, dans tous les lycées. Aujourd'hui ces deux circonstances font défaut: le latin n'est presque plus étudié dans les lycées, et l'Eglise a interprété d'une façon bizarre, et selon moi non exacte, les canons du Concile Vatican II. En réalité l'article statutaire de la Constitution votée par le Concile Vatican II affirme: *Linguae latinae usus in Ritibus latinis servetur*. Notamment en ce qui concerne la Messe, on établit que: «*In Missis cum populo celebratis* (Messes communautaires) *possit*», c'est-à-dire que l'utilisation *congruus* (c'est-à-dire partielle) de la langue vulgaire est *consentie* et non pas *prescrite* (obligatoire).

De conséquence, l'Eglise a de fait, abandonné sa liturgie presque bimillénaire complètement fondée sur le latin, et dans le rite aussi, elle s'est alignée sur le protestantisme. A plus forte raison, nous devrions alors considérer le latin comme non seulement mort, mais encore définitivement et irréparablement enterré *in saecula saeculorum*. Mais il n'en est pas ainsi, car cette langue est éternelle comme la ville qu'elle représente: Rome, notre Rome tou-

jours belle et toujours prestigieuse, même aux époques de décadence et de bassesse comme malheureusement l'époque où nous vivons.

Joseph de Maistre écrit textuellement: «Rien n'égale la dignité de la langue latine. Elle fut parlée par le peuple-roi qui lui imprima ce caractère de grandeur unique dans l'histoire du langage humain, et que les autres langues, même les plus parfaites, n'ont jamais pu saisir. Le terme de majesté appartient au latin. Née pour commander, cette langue commande encore dans les livres de ceux qui la parlèrent. C'est la langue des conquérants romains et celle des missionnaires de l'église romaine.

Après avoir été l'instrument de la civilisation il ne manquait plus au latin qu'un genre de gloire qu'il acquit en devenant, lorsqu'il en fut temps, la langue de la science. Les génies créateurs l'adoptèrent pour communiquer au monde leurs grandes pensées. Copernic, Kepler, Descartes, Newton et cent autres très importants encore, quoique moins célèbres, ont écrit en latin».

Pensons à la classification des animaux et des plantes de Linné, en langue latine, toujours en vigueur et universellement acceptée.

Que le latin ne soit pas une langue morte, je m'en suis aperçu lorsque j'ai commencé à fréquenter l'Université de Saint-Jean-de-Latran pour l'étude du droit canon, et la Sacrée Rote Romaine où toutes les leçons et les examens écrits et oraux s'effectuaient (à cette époque, il y a quelque trente ans), en langue latine, et ils étaient parfaitement compréhensibles à tous les élèves appartenant à toute nationalité et provenant de tout continent.

La langue latine, comme Joseph De Maistre l'a révélé dans le passage ci-dessus, a eu une destinée extraordinaire car elle a été le langage des lettres classiques (et dans ce domaine elle n'a été égalée que par le grec) et aussi et surtout, elle a constitué le

langage du droit, de la religion et de la science.

En ce qui concerne le droit, il est superflu de rappeler que de la Table XII jusqu'à la codification de Justinien, l'unité de fond de la langue a donné cette continuité au système judiciaire romain public ou privé, grâce à laquelle des résultats dignes de servir de modèles encore aujourd'hui, ont été atteints.

En ce qui concerne les sciences et la philosophie, comme je l'ai fait remarquer au début en rappelant Joseph de Maistre, le latin a été la langue de tous les grands jusqu'à il y a un peu plus d'un siècle, et même après avoir cessé de l'être il a laissé des marques profondes sur les définitions, la classification et l'étymologie dans tous les domaines: médical, botanique, zoologique, etc. Jusqu'à il y a cinquante ans, les ordonnances du pharmacien (qui à cette époque était le véritable créateur des remèdes car les médicaments n'existaient presque pas), étaient écrites en latin.

Aujourd'hui que, étant donné les relations plus étroites entre hommes et peuples, dues notamment à la rapidité des communications, l'unité linguistique serait tellement nécessaire, nous nous trouvons en pleine confusion babelesque. Il suffit de se rendre aux Nations Unies pour s'en rendre compte: tout le monde parle sa propre langue, qui souvent est un dialecte inconnu aux interprètes eux-même. Au contraire, comme je l'ai dit, le français avait remplacé le latin en tant que seule langue in-

ternationale de 1648 à 1918: depuis ce moment, l'anglais a cherché à affirmer son propre monopole mais il n'y est pas parvenu car bien que parlé par à peu près un milliard d'hommes, ce n'est pas une langue internationale obligatoire comme l'avaient été auparavant le latin et le français.

De temps en temps, on essaie de réintroduire en jeu l'esperanto, mais avec de maigres résultats, car une langue ne peut pas se construire assis derrière un bureau: elle naît et évolue naturellement dans les conversations et les livres, comme expression des sentiments, des situations et des idées. Or, la particularité de la langue latine est sa capacité d'adaptation extraordinaire aux époques les plus différentes et aux milieux les plus disparates. En conséquence, je le répète, ce n'est pas une langue morte mais elle est actuelle et universelle.

Il faudra avoir le courage de faire un choix tout au moins au sein de la Communauté Européenne qui devra avoir une langue propre si elle veut devenir une réalité vivante et efficace. Ce choix ne pourra tomber que sur le latin ou bien le français: le latin qui a été et en partie est encore, une langue supranationale et comme l'a écrit un poète gaulois au sujet de Rome et de sa civilisation: «*Fecit patriam diversis gentibus unam ... urbem (Fecit) quod prius orbis erat*», le français, langue historique de l'Occident (internationale) qui est digne du latin par ses qualités de précision et sa capacité de synthèse et de clarté.

LE LATIN, LANGUE MODERNE

Au siège romain de la Fondation Européenne Dragan, ont repris, comme d'habitude, les leçons du Cours de latin parlé le 9 janvier 1981.

Ce Cours prévoit - comme dans les années 1975-80 - trente leçons réparties sur la période du 9 janvier au 28 avril, les mardi et vendredi de 17 h 30 à 18 h 30. Les exercices sont complétés par la lecture de morceaux choisis d'auteurs de toute époque concernant les différents sujets traités.

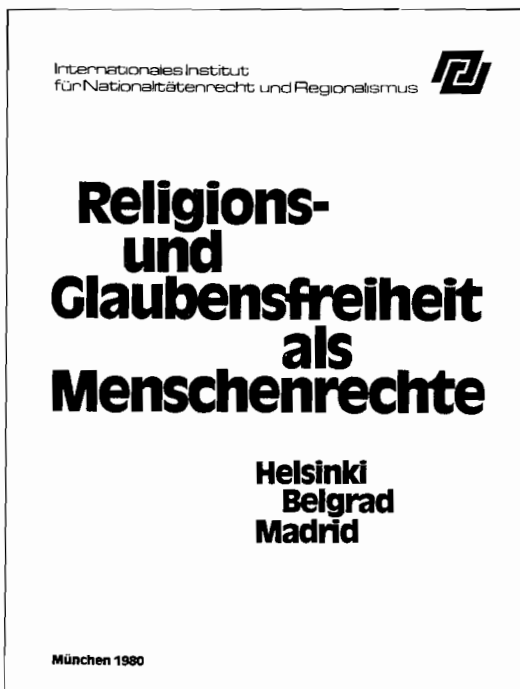
Livres reçus

Religions- und Glaubensfreiheit als Menschenrechte (Helsinki-Belgrad-Madrid), Munich 1980, 190 pages, DM 11,50 .

Ce recueil d'articles est dédié à la Conférence de Madrid par l'Institut International pour les droits des nationalités et le régionalisme. Dans la préface, le président de l'Institut, Josef Stingul, écrit: «C'est avec de grands espoirs que s'est réunie en 1975 à Helsinki la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe ... Cinq ans après la déclaration de clôture de la Conférence concernant l'assurance de la liberté religieuse et des croyances, dans plusieurs Etats signataires des documents d'Helsinki il y a toujours des personnes persécutées pour leur foi religieuse. Un des droits fondamentaux des hommes leur est refusé dans une mesure effroyable. Les rapports contenus dans ce volume prouvent que les accusations lancées par le porte-parole de la délégation du Saint-Siège à la conférence de Belgrade en 1977 sont encore justifiées de nos jours».

Le recueil contient les rapports présentés lors d'un Symposium international tenu en 1979 à Salzburg, en collaboration avec la commission nationale «Iustitia et Pax» de la Suisse et de l'Autriche. Nous signalons parmi ces rapports:

«Eglise et droits de l'homme» (H. Maier), «La liberté religieuse composante fondamentale des libertés essentielles de l'homme» (W. Blum), «La liberté des croyances dans la conception de l'idéologie marxiste-léniniste» (G. Wetter), «La liberté de la foi et de la conscience n'est qu'une affaire intérieure des Etats?» (F. Ermacora), «Les projets du Saint-Siège pour la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe» (J. Rabas). La partie la plus concrète du livre est consacrée à des témoignages objectifs et détaillés à propos de la violation des accords de Helsinki par les Etats communistes de l'Europe. Malgré des différences assez importantes d'un pays à l'autre (il suffit de comparer les persécutions brutales en Union



soviétique avec la situation beaucoup plus favorable du clergé et de l'enseignement religieux en Pologne), la conclusion générale qui se dégage après la lecture de ce livre amer et courageux est que Moscou et les Etats qu'il domine ne se sentent pas du tout obligés de respecter les documents signés. Au point de vue religieux, tout comme en ce qui concerne les libertés politique, sociale, de la presse, les Etats communistes ne maintiennent pas leurs promesses et les accords internationaux qu'ils signent ne sont que des bouts de papier.

Nous nous associons à l'appel lancé à Salzburg par les participants au Symposium (voir page 9 du livre) dont nous citons la conclusion: «Nous exigeons de la part de tous les Etats signataires de Helsinki la réalisation des engagements pris à cette conférence».

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

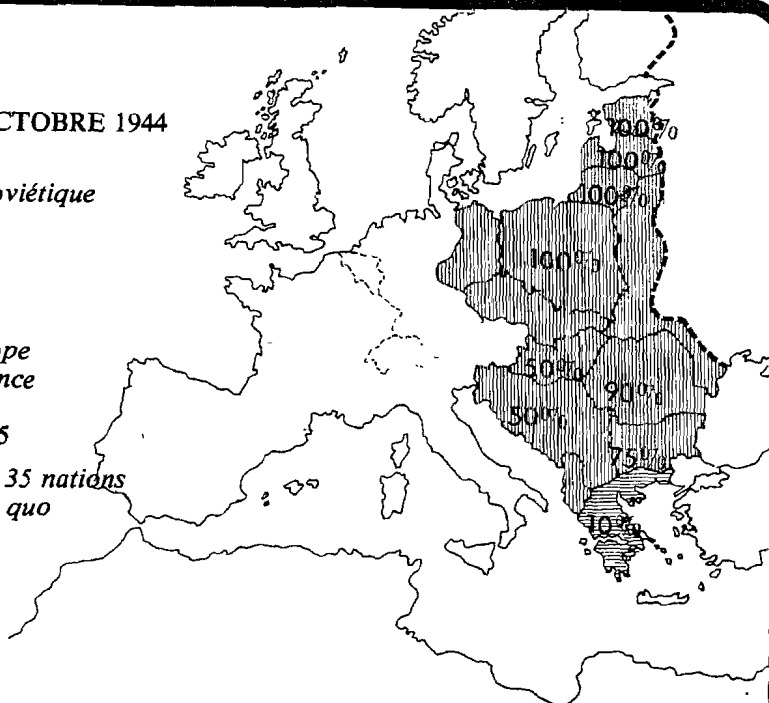
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influence*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R. Cestelli: Années 80: les années de la peur</i>	1
Bilan du terrorisme de 1977 à aujourd'hui	9
<i>A.C. Brownfeld: The United States realises it cannot survive alone</i>	11
<i>H. Müller: On invite les Japonais à la ... modération</i>	13
L'Europe et le monde	14
Conseil de l'Europe	16
<i>I. Scotto: Universalité et actualité de la langue latine</i>	17
Livres reçus	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11